

Non, Pierre Nkurunziza n'a été "assassiné" à cause du vaccin Covid

@rib News, 22/07/2021 Source AFP Factuel Non, les présidents de Tanzanie, du Burundi et d'Haïti n'ont été "assassinés" car ils étaient "contre le vaccin Covid" Des publications virales sur Facebook assurent que les présidents d'Haïti, de Tanzanie et du Burundi ont été "assassinés" parce qu'ils s'opposaient aux vaccins contre le Covid-19. Il n'existe en réalité aucune preuve pour soutenir cette thèse, qui repose sur des affirmations mensongères.

Le président haïtien Jovenel Moïse, tué le 7 juillet dans sa résidence de Port-au-Prince, était favorable aux vaccins. Quant aux présidents tanzanien et burundais, John Magufuli et Pierre Nkurunziza, ils étaient hostiles à la vaccination mais sont morts des suites d'une maladie. "Les présidents de trois nations différentes sont morts peu après avoir refusé la distribution du vaccin contre le COVID-19", assure une publication postée le 19 juillet sur Facebook. Ce message est accompagné de photos des présidents Jovenel Moïse (Haïti), John Magufuli (Tanzanie) et Pierre Nkurunziza (Burundi), tous trois décédés au cours de l'année écoulée. "Après leur mort, les trois pays distribuent désormais les vaccins contre le COVID à leurs citoyens", insiste l'auteur de la publication, qui s'interroge sur cette "coïncidence". Ce message a été relayé par plusieurs publications, sous une forme proche, notamment en Afrique francophone. Selon ces publications, Pierre Nkurunziza était contre la dictature sanitaire et les faux chiffres de l'OMS, John Magufuli a démontré l'arnaque des tests PCR et Jovenel Moïse a refusé de vacciner son peuple". Tous trois ont été "assassinés", assure l'auteur de ce message, qui attribue le décès des trois chefs d'Etat aux "satanistes mondialistes chantres du nouvel ordre mondial". Des textes similaires ont circulé sur Facebook en anglais, en polonais, en roumain et en espagnol. Pourtant, rien ne vient étayer cette thèse, qui repose sur des affirmations mensongères. Jovenel Moïse favorable aux vaccins Le président haïtien Jovenel Moïse a été tué par balles à son domicile de Port-au-Prince dans la nuit du 6 au 7 juillet. Son épouse Martine Moïse, gravement blessée, a été transportée en urgence dans un hôpital de Floride. Contrairement à ce qu'affirment les publications virales sur Facebook, elle a survécu à ses blessures. Dès l'annonce de cet assassinat, survenu dans un climat de tensions et de chaos dans cette île des Caraïbes, une traque a été lancée pour retrouver les responsables. Le 11 juillet, la police haïtienne a annoncé avoir arrêté 21 personnes, dont 18 Colombiens et trois Haïtiens - deux d'entre eux ayant aussi la nationalité américaine. L'un des cerveaux sommeils de cet assassinat, Christian Emmanuel Sanon, a été également arrêté. Les autorités accusent ce ressortissant haïtien âgé de 63 ans d'avoir recruté des mercenaires dans le but de chasser le président et de prendre sa place à la tête du pays. Si des incertitudes demeurent sur le mobile réel de cet assassinat, rien ne permet d'affirmer que Jovenel Moïse a été tué en raison de son opposition au vaccin anti-Covid : le chef d'Etat haïtien, qui dirigeait le pays depuis février 2017, n'était en effet pas fondamentalement hostile à la vaccination. Haïti, l'un des pays les plus pauvres au monde, fait partie des 92 pays couverts par le système Covax, une initiative mondiale visant à fournir des vaccins aux pays pauvres. Selon le site d'information Haitilibre.com, les autorités haïtiennes ont refusé en avril 756.000 doses de vaccin AstraZeneca ; mais cette décision était motivée par des inquiétudes concernant la sécurité du vaccin AstraZeneca et par le manque d'infrastructures pour l'utilisation de ce vaccin, qui nécessite des températures de stockage et de transport particulières. "Haïti n'a pas rejeté l'offre de vaccins du Covax (...) Tout ce que nous avons demandé, c'est qu'ils changent le vaccin qu'ils nous fournissaient", a ainsi assuré à l'agence Bloomberg Laure Adrien, directeur général du ministère de la Santé haïtien. Le 14 juillet, un premier lot de 500.000 doses de vaccins est ainsi arrivé à Port-au-Prince, selon l'UNICEF. Pourquoi alors la rumeur selon laquelle Jovenel Moïse était opposé au vaccin anti-covid? L'explication pourrait être liée à une méprise. Sur les réseaux sociaux, des propos hostiles au vaccin lui sont parvenus : "je ne vois pas d'un bon œil la question des vaccins. Je ne crois pas que les dirigeants puissent vérifier l'efficacité de ces vaccins quand ils arrivent". Mais ces propos ont en réalité été tenus par une autre personne : un certain Moïse Pierre, président haïtien cité dans un article de l'agence de presse espagnole EFE. Ce dernier n'a rien à voir avec le président d'Haïti : il se présente d'ailleurs lui-même comme "un étudiant payant ses études en travaillant comme chauffeur de moto-taxi". Dans les mois ayant précédé sa mort, le président Moïse s'était même dit favorable à la vaccination. "Nous aurons des vaccins contre le coronavirus", avait-il promis dans un discours le 18 mai 2021, en appelant la population en attendant à se montrer prudente. "Mettez des masques, respectez la distance sociale, lavez-vous les mains", avait-il recommandé. Le gouvernement haïtien a lui-même exprimé à plusieurs reprises son soutien à une stratégie vaccinale, notamment via des vidéos publiées par le ministère de la Santé (1, 2). Fin juin, le ministère a par ailleurs autorisé le secteur privé à acheter des vaccins. John Magufuli mort des suites d'une maladie Qu'en est-il de l'ex-président de Tanzanie, John Magufuli ? Le chef d'Etat décédé en mars 2021 à l'âge de 61 ans, était lui-même et bien "coronasceptique" et hostile aux vaccins. Mais il n'a pas été "assassiné", contrairement à ce qu'affirment les publications virales sur Facebook. Selon les autorités, le président Magufuli est en effet décédé à l'hôpital, des suites de problèmes cardiaques. D'après l'opposition, il serait mort après avoir contracté le Covid-19 - une affirmation qui n'a pas pu être prouvée jusqu'à présent. En juin 2020, le président Magufuli avait annoncé que le pays était libéré du Covid-19 par l'intervention de Dieu. "Les vaccins sont dangereux. Si l'Homme Blanc pouvait inventer des vaccins, il devrait trouver un vaccin contre le SIDA maintenant, un vaccin contre la tuberculose maintenant, un vaccin contre le paludisme maintenant, un vaccin contre le cancer maintenant", avait-il également déclaré fin janvier 2021. Sous l'impulsion de sa nouvelle présidente, Samia Suluhu, la Tanzanie a aujourd'hui revu sa stratégie, en engageant les démarches d'adhésion au système Covax et en encourageant les gens à respecter la distanciation sociale - un message martelé par la présidente elle-même sur les réseaux sociaux. Pierre Nkurunziza également mort de maladie Hostile - comme John Magufuli - à la vaccination, le président burundais Pierre Nkurunziza est décédé le 8 juin 2020 à l'âge de 55 ans. La cause officielle du décès de cet ancien professeur d'éducation physique est une insuffisance cardiaque. Mais plusieurs sources ont aussi émis l'hypothèse d'une mort liée au Covid, maladie dont il n'a cessé de minimiser la gravité. Quelle qu'ait été la cause médicale de son décès, l'ex-chef d'Etat burundais n'est pas "mort assassiné avec sa mère", contrairement à ce qu'affirment les posts Facebook. Et son décès n'est pas lié à son opposition aux vaccins : ce dernier étant survenu avant

l'arrivée des premiers vaccins, l'ex-président n'a pas pu s'opposer à la vaccination des Burundais. Un an après la mort Pierre Nkurunziza, cette vaccination est au point mort. Interrogé sur la stratégie des autorités face à l'épidémie, un porte-parole du ministère de la Santé publique, le Dr Jean-Bosco Girukwishaka, a assuré à l'AFP le 17 juillet que le Burundi n'avait aujourd'hui "pas encore lancé de campagne de vaccination, bien qu'il ait autorisé l'utilisation du vaccin par le personnel de l'ONU et certaines ambassades au Burundi". "Le gouvernement préfère attendre avant de prendre une décision d'avoir une bonne compréhension des effets de ces vaccins, d'autant plus qu'il n'y a pas d'urgence car la pandémie est jusqu'à présent contenue dans le pays", a insisté M. Girukwishaka. Si la stratégie vaccinale du pays n'a pas changé, le discours des autorités vis-à-vis du Covid-19 s'est en revanche légèrement infléchi. Le successeur de Nkurunziza, Evariste Ndayishimiye, a ainsi assuré à son arrivée au pouvoir que le coronavirus était "le plus grand ennemi du peuple burundais" et s'est engagé à "combattre" cette épidémie.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});